

REFERENTIEL D'ACTIVITES, DE COMPETENCES ET D'EVALUATION

Introduction

Ce référentiel d'activité considère qu'un dirigeant de société de sécurité privée est un dirigeant de petite ou moyenne entreprise, dont l'activité s'exerce dans le champ de la sécurité privée dont il doit avoir l'expertise. En conséquence, les activités du dirigeant présentées ici sont organisées selon les 8 grandes fonctions de l'organisation d'une entreprise, abordées sous l'angle spécifique de la sécurité privée :

➤	A1	Stratégie
➤	A2	Commerciale
➤	A3	Gestion des ressources humaines
➤	A4	Production : en l'occurrence, des prestations de sécurité privée
➤	A5	Gestion administrative et financière
➤	A6	Juridique
➤	A7	Informatique
➤	A8	Communication

Sauf précision différente, une note minimale de 12/20 à chacune des épreuves est requise.

Toutes les compétences évaluées à travers le mémoire-business-plan le seront d'abord par l'évaluation du document écrit transmis au jury, puis au cours de la soutenance, selon le référentiel d'évaluation.

Le mémoire de fin d'étude doit être présenté sous la forme d'un business-plan dans le cadre de la création d'une entreprise de sécurité privée.

Le mémoire-business-plan regroupe d'une part les évaluations de la maîtrise des compétences transversales en complément des évaluations thématiques, et d'autre part, il apporte un éclairage financier.

Par exemple : L'évaluation de la communication à des fins de promotion porte sur le savoir-faire « contenu de la communication » dans la modalité d'évaluation associée, et sur l'évaluation des coûts et moyens financiers associés dans le business-plan.

Enfin, il est à noter que toutes les activités d'un dirigeant de sûreté et de sécurité privée sont exercées d'une façon cohérente et imbriquées. En conséquent, les compétences y afférentes sont maîtrisées à l'issue du parcours de la certification. Pour les besoins de la clarté pédagogique, elles sont présentées par modules, et évaluées à la fin conformément au référentiel d'évaluation.

Les candidat(e)s du **parcours VAE** présentent ce qu'ils ont réalisé au cours de leur expérience professionnelle.

Les personnes en **situation de handicap** pourront bénéficier d'aménagement des modalités d'évaluation en fonction de leurs besoins. Il suffit qu'elles en fassent la demande au moment de leur inscription.

Dans le tableau ci-dessous, les abréviations sont les suivantes :

➤	A :	Activité
➤	C :	Compétence
➤	CE :	Critère d'évaluation

REFERENTIEL D'ACTIVITES, DE COMPETENCES ET D'ÉVALUATION

Modalités d'évaluation

REFERENTIEL D'ACTIVITES	REFERENTIEL DE COMPETENCES <i>identifie les compétences et les connaissances, y compris transversales, qui découlent du référentiel d'activités</i>	REFERENTIEL D'ÉVALUATION <i>définit les critères et les modalités d'évaluation des acquis</i>	
		MODALITÉS D'ÉVALUATION	CRITÈRES D'ÉVALUATION
<p>A1</p> <p>MODULE STRATEGIE</p> <p><i>Inscrire l'activité de son entreprise dans l'architecture globale de la sécurité et les évolutions du secteur</i></p>	<p>A1C1 - Créer son entreprise dans la forme juridique la plus appropriée.</p> <p>A1C2 - Inscrire l'activité de son entreprise dans le cadre législatif et réglementaire de la sécurité privée et l'architecture globale de sécurité : évolutions et prospective de la sécurité privée notions de charges indues, continuum de sécurité, évolution de la sécurité des entreprises, nouveaux secteurs, demande sociale de sécurité)</p> <p>A1C3 - Réaliser la veille stratégique, commerciale, technologique, juridique et concurrentielle pour définir les évolutions et perspectives de son entreprise de sécurité privée.</p> <p>A1C4 - Assurer les relations avec les forces de l'ordre, la police municipale et tout partenaire (pompiers, inspection du travail, assurance...)</p> <p>A1C5 - Gérer les relations avec les donneurs d'ordre sous-traitants, les prestataires, les fournisseurs et les organisations du secteur de la sécurité privée, françaises, européennes et internationales, en tenant compte des spécificités des branches : surveillance humaine (gardiennage, usage de chiens, sûreté aéroportuaire, protection physique des personnes, télésurveillance, transport de fonds, agences de recherches privées...)</p>	<p>A1C1 - Business plan + soutenance</p> <p>Acquisition via la formation :</p> <p>A1C3 et A1C4 - QCM</p> <p>A1C2 - Un chapitre du <u>business-plan + soutenance</u> détaillant les sources d'information du (de la) candidat(e).</p> <p>A1C3 - Business plan + soutenance.</p> <p>A1C5 - Oral choix d'un sujet parmi plusieurs Par exemple :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Dans le cadre du continuum de sécurité publique-privée, le (la) candidat(e) rédige une offre pour une municipalité pour collaborer avec la police municipale à la sécurisation d'un événement culturel dans la ville. 2. Le (la) candidat(e) doit proposer une offre dans laquelle plusieurs partenariats sont envisagés, notamment avec des sociétés de sécurité privée de pays appartenant à la communauté européenne. 3. Le (la) candidat(e) se voit proposé un partenariat par un donneur d'ordre important comportant du marchandage. Que fait-il ? 	<p>A1CE1 - Le candidat a une appréciation claire des avantages et des limites des diverses formes juridiques.</p> <p>QCM</p> <p>A1CE1 - Le mémoire-business-plan est évalué selon la « Grille d'évaluation – Mémoire et soutenance ».</p> <p>A1CE2 - Les sources sont officielles et/ou fiables.</p> <p>A1CE3 - Le (la) candidat(e) liste les différentes sources d'informations pour réaliser sa veille. Les sources sont sérieuses et fiables</p> <p>A1CE4 - Le candidat exploite sa connaissance des acteurs du secteur de la sécurité privée pour établir des partenariats appropriés en fonction des situations.</p> <p>A1CE5 - Le candidat repère ce qu'est un marchandage et le signale conformément au code pénal et à la déontologie.</p>

REFERENTIEL D'ACTIVITES, DE COMPETENCES ET D'EVALUATION

<p style="text-align: center;">A2</p> <p style="text-align: center;">MODULE</p> <p style="text-align: center;">COMMERCIAL</p> <p style="text-align: center;"><i>Assurer la pérennité commerciale de l'entreprise de sécurité privée</i></p>	<p>A2C1 - Trouver et exploiter les appels d'offres.</p> <p>A2C2 - Gérer des projets de conception et de réalisation d'opération de sécurité privée en un ensemble cohérent de stratégie commerciale et marketing.</p> <p>A2C3 - Conseiller et assister le client pour la définition et la mise en œuvre de la politique de sécurité, notamment vis-à-vis des phénomènes criminels</p> <p>A2C3 - Rédiger une offre de prestations (politique de prix...) pour les différentes catégories : publiques et privées</p> <p>A2C4 - Promouvoir son offre de prestations de sécurité privée</p> <p>A2C5 - Gérer la relation clientèle sur la durée jusqu'à la rupture.</p> <p>A2C6 - Gestion de projet – Mise en situation</p>	<p>A2C1 à A2C5 - Tirage au sort parmi quelques situations</p> <p>Contrôle sur table</p> <p>Par exemple :</p> <p>Le (la) candidat (e) rédige une offre de service de sécurité pour un appel d'offre (formalisé ou non) correspondant à une situation type. Cette offre présentera les conditions sur toute la relation commerciale, y compris les conditions de rupture.</p> <p>Par exemple :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1- un concert de 10 000 à 60 000 personnes 2- un événement sportif dans un grand stade 3- une soirée privée chez une personnalité publique 4- une municipalité 5- Une ICPE <p>2/3 de bonnes réponses selon grille d'évaluation.</p> <p>NB : Documentation autorisée.</p> <p>A2C6 - Etude de cas – Contrôle sur table</p>	<p>A2CE1 à A2CE5 -</p> <p>Son offre de service répondra de façon argumentée et construite à toutes les rubriques :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La qualité de la présentation ; - Le contexte réglementaire de l'offre ; - L'extraction des informations pertinentes ; - La structuration en mode projet (objectifs, moyens humains, calendrier, etc.) ; - La juste appréciation des risques, notamment avec une utilisation judicieuse des statistiques, de secteur d'activité et du secteur géographique ; - L'organisation détaillée de la prestation proposée ; - Les conditions contractuelles de rupture ; - La relation envisagée avec les sous-traitants sera présentée en annexe. <p>A2CE6 -</p> <p>L'organisation du projet présente les 5 étapes de la gestion de projet (initialisation, planification, exécution, contrôle et suivi, clôture). et le détail organisé de leur contenu.</p>
--	---	---	--

REFERENTIEL D'ACTIVITES, DE COMPETENCES ET D'EVALUATION

<p style="text-align: center;">A3</p> <p style="text-align: center;">MODULE RESSOURCES HUMAINES</p> <p style="text-align: center;"><i>Mobiliser et développer les ressources humaines pour une plus grande productivité et une meilleure qualité du travail.</i></p>	<p>A3C1 – Recruter les collaborateurs temporaires ou permanents et rédiger les documents afférents (contrats de travail, conventions de transfert de personnel, code de déontologie) et tous documents de GRH conformément au droit du travail. (Non-discrimination, mixité, personnes en situation de handicap...)</p> <p>A3C2 - Gérer la communication interne.</p> <p>A3C3 – Evaluer ses collaborateurs. Appliquer le droit du travail, notamment sa dimension pénale, la convention collective de la Sécurité Privée</p> <p>A3C4 – Former ses équipes et prendre en charge le développement de leurs compétences</p> <p>A3C5 – Assurer les relations avec les représentants du personnel et d’une façon générale, les rapports collectifs au travail</p> <p>A3C6 – Prévenir les risques physiques et psychosociaux dus aux conditions de travail (EPI, document unique, ...)</p> <p>A3C7 – Sanctionner en cas de manquements, jusqu’à la rupture du contrat de travail.</p>	<p>A3C1 – Contrôle sur table Par exemple : Le candidat se voit proposer un contrat de travail non conforme au droit. Il doit déceler toutes les anomalies et proposer un nouveau contrat conforme au droit.</p> <p>A3C2 à A3C7 – Examen oral devant le jury Le candidat doit tirer au sort 3 sujets.</p> <p>Par exemple :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Présenter et commenter le code de déontologie à un € nouvel(le) embauché(e) à l’occasion de la signature d’un contrat de travail. 2. Le (la) candidat(e) découvre un agent qui a simulé un accident de travail et exerce dans une autre entreprise pendant son arrêt de travail. Il rédige le courrier de rupture du contrat, conformément au code du travail et la convention collective. 3. Un client demande au candidat d’assurer la sécurité d’un site à risques pour la santé et la sécurité des salariés. Le (la) candidat(e) doit organiser la prévention hygiène, sécurité et conditions de travail pour des risques physiques et psychosociaux pour son propre personnel. 4. Après un contrôle sur le téléservice du CNAPS (DRACAR), le (la) candidat(e) doit rompre le contrat de travail d’un agent, dont la carte professionnelle lui a été retirée par le CNAPS. Cet agent est par ailleurs représentant du personnel de son entreprise. 5. Le (la) candidat(e) doit prêter du personnel à un confrère. Comment s’y prend-il ? 	<p>A3CE1 – Le (la) candidat(e) rédige les documents juridiques associés à la vie en entreprise en conformité avec le droit du travail et la convention collective.</p> <p>A3CE2 – Le (la) candidat(e) présente une politique de rémunération cohérente avec la convention collective et les ressources de l’entreprise.</p> <p>A3CE3 – Le (la) candidat(e) articule les besoins en compétences de son personnel et les réponses en termes de formation à y apporter (professionnelle initiale et continue, scolaire, universitaire, ainsi que les titres, CQP et diplômes y afférents).</p> <p>A3CE4 – Le (la) candidat(e) présente une politique de management socialement responsable -Prévention des risques RH (motivation, dérives, ...) -Conditions de travail ; -Mixité ; -Égalité professionnelle ; -Gestion des personnes en situation de handicap ; -Reconnaissance ; -Employabilité ; -Qualité de la coopération ; -Communication.</p> <p>A3CE5 – Le candidat utilise de façon pertinente les téléservices du CNAPS (DRACAR)</p>
--	--	--	--

REFERENTIEL D'ACTIVITES, DE COMPETENCES ET D'EVALUATION

		<p>6. Le (la) candidat(e) doit présenter la politique de management qu'il entend mettre en place pour fidéliser ses collaborateurs et pallier aux différentes situations de sortie de l'entreprise.</p> <p>7. Le (la) candidat(e) propose à ses agents des sessions de formation dans le cadre du développement de leurs compétences. Le (la) candidat(e) rédige les conventions de partenariats entre son entreprise et les organismes de formation.</p>	<p>A3CE6 – Le (la) candidat(e) doit trouver un équilibre entre la réglementation, l'équité et les besoins de son entreprise. Il doit être juste.</p> <p>A3CE7 – Le candidat applique correctement les différentes étapes du processus de rupture du contrat de travail.</p>
<p>A4 MODULE PRODUCTION</p> <p><i>Réaliser des prestations de Sécurité privée de qualité</i></p>	<p>A4C1 - Evaluer les risques du client et proposer/assurer la mise en place, l'animation et le suivi de la politique de sûreté à un client privé ou public</p> <p>A4C2 - Organiser et gérer les moyens humains de sécurité : en respectant le corpus juridique et réglementaire (respect des libertés publiques, principe d'exclusivité, déontologie, environnement institutionnel...) : plannings, rondes</p> <p>A4C3 – Gérer les équipements de reporting, de communication et de protection mécaniques et électroniques, périmétriques et périphériques, et de prévention incendie (procédures d'exploitation, main courante, alarmes intrusion et incendie...) ainsi que l'organisation de la sécurité incendie et ses équipements</p>	<p>A4C1 à A4C3 et A4C5 à A4C7 - Examen oral devant le jury Le candidat doit tirer au sort 2 sujets. Par exemple : 1- A la demande d'une municipalité ou d'une entreprise, le (la) candidat (e) doit réaliser un audit de sécurité d'un ensemble de bâtiments et faire des propositions humaines, organisationnelles et techniques. 2- Sur un site politiquement important, Le (la) candidat(e) doit briefer son équipe (planning, les répartitions et leurs changements, et le respect des dispositions des codes pénal et civil (respect des libertés publiques, principe d'exclusivité, déontologie, environnement institutionnel, ...), et l'utilisation des armes. Le (la) candidat(e) aura rédigé les consignes correspondantes.</p>	<p>A4CE1 - Le candidat identifie correctement les armes.</p> <p>A4CE2 - Le (la) candidat(e) a une bonne connaissance de l'ensemble des équipements et de l'organisation. Il a aussi su évoquer les évolutions technologiques attendues et leurs conséquences. Bonnes réponses à 60 % des points de la grille d'évaluation.</p> <p>A4CE3 - Le (la) candidat(e) remplit son rôle de sécurité privée lorsqu'elle intervient en complément de l'action des forces publiques. Les points évalués sont listés dans la grille d'évaluation.</p> <p>A4CE4 -</p>

REFERENTIEL D'ACTIVITES, DE COMPETENCES ET D'EVALUATION

<p>A4C4 – Gérer les armes et leur utilisation en maîtrisant la réglementation y afférente conformément aux législations en vigueur.</p> <p>A4C5 – Rédiger des consignes (y compris QSE) claires, simples et compréhensibles par les destinataires, y compris pour des publics sensibles et/ou en situation de handicap.</p> <p>A4C6 – Contrôler et Corriger leur mise en œuvre.</p> <p>A4C7 – Rédiger les documents et synthèses pour avoir une vision d'ensemble des indicateurs de l'activité :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Un reporting régulier des données d'activité à destination de la direction générale / de ses clients 2. L'analyse des données d'activité 3. Les rapports d'intervention <p>A4C8 - Former - Réaliser l'instruction et la sensibilisation du personnel du client : pratique incendie, exercices d'évacuation...</p>	<p>3- Le (la) candidat(e) doit présenter par mail à une nouvelle entreprise cliente dotée de d'un immeuble de grande hauteur (IGH) et comportant un établissement recevant du public (ERP), les équipements nécessaires pour équiper son poste central de sûreté et incendie nécessaires à la bonne organisation de ses prestations. Les principaux fournisseurs seront précisés. <u>Modalité</u> : Utilisation de l'ordinateur équipé d'un accès internet mis à la disposition du.de la candidat(e) devant le jury.</p> <p>4- Lors d'un contrôle sur le site politiquement important, le client l'interpelle quant à la mise en œuvre et l'application de certaines consignes. Le (la) candidat(e) propose des corrections urgentes, et rédige son rapport d'intervention avec ses propositions.</p> <p>5- Le (la) candidat (e)rédige ses réponses écrites au CNAPS suite à un contrôle qui a fait apparaître des non-conformités à la réglementation où il doit rédiger un rapport circonstancié évoquant la légalité des actions de son agent, et prouvant sa non responsabilité pénale. L'évaluation se fait sur un ordinateur équipé d'accès à internet qu'il peut consulter.</p> <p>A4C4 - QCM : Reconnaissance individuelle par chaque candidat(e) des armes en temps limité.</p> <p>A4C8 - Mise en situation :</p>	<p>Le (la) candidat(e) connaît les risques de pratiques non conformes et sait y répondre. Il (elle) a correctement identifié les anomalies. Les justifications invoquées sont correctes.</p> <p>A4CE5 - Le (la) candidat(e) sait s'exprimer de façon claire et pertinente, en fonction des personnes auxquelles la sensibilisation est destinée.</p> <p>A4CE6 - Le (la) candidat(e) sait réaliser des modalités de contrôle selon une grille qu'il s'est construite, selon une grille d'évaluation.</p> <p>A4CE7 - Les documents rédigés par le candidat sont concis et factuels. Ils s'appuient sur les données de l'activités telles que enregistrées par les logiciels professionnels. Ils sont complétés par une analyse et des préconisations.</p> <p>A4CE8 - Le (la) candidat(e) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Réalise correctement les gestes ; - Explique de façon claire et concise ; - Présente clairement les différentes catégories d'extincteurs ; - Présente les conduites à tenir ; - Fait agir les participants ;
---	--	---

REFERENTIEL D'ACTIVITES, DE COMPETENCES ET D'EVALUATION

		Le (la) candidat(e) réalise devant le jury la sensibilisation du personnel d'un client sur la manipulation pratique des moyens d'extinction et exercice d'évaluation.	<ul style="list-style-type: none"> - Il (elle) est pédagogue et agréable ; - Varie les modes de présentation pour être compréhensible par les personnes en situation de handicap.
A5 MODULE ADMINISTRATIF ET FINANCIER <i>Définir et améliorer les procédures de gestion administrative et assurer les ressources et les techniques financières de l'entreprise</i>	<p>A5C1 - Créer ou racheter une entreprise – Volet administratif et financier – en intégrant les risques (locaux, financiers, d'image, etc.) pour l'entreprise</p> <p>A5C2 - Intégrer le droit fiscal dans son calcul de rentabilité.</p> <p>A5C3 - Assurer la comptabilité et la rentabilité de son entreprise par la gestion et l'anticipation des moyens financiers – Notion de seuil de rentabilité</p>	<p>A5C1 à A5C3 - Business plan + soutenance</p> <p>Présentation du budget prévisionnel et du plan prévisionnel de trésorerie.</p> <p>Au moins 60 % de bonnes réponses de la grille d'évaluation.</p>	<p>A5CE1 -</p> <p>Le (la) candidat(e) présente les rubriques de son plan comptable.</p> <p>A5CE2 -</p> <p>Le (la) candidat(e) a su mettre en place un bilan prévisionnel et propose des solutions dans la gestion des moyens financiers.</p> <p>A5CE3 -</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le budget prévisionnel comporte toutes les rubriques ; - Le plan prévisionnel de trésorerie est argumenté et réaliste.

REFERENTIEL D'ACTIVITES, DE COMPETENCES ET D'EVALUATION

<p style="text-align: center;">A6</p> <p style="text-align: center;">MODULE JURIDIQUE</p> <p style="text-align: center;"><i>Garantir la conformité de l'ensemble des activités de l'entreprise au regard juridique et réglementaire.</i></p>	<p>A6C1 - Intégrer les évolutions des dispositions législatives et réglementaires, ainsi que du livre VI du Code de la sécurité intérieure (CSI) et la loi sur la sécurité globale intérieure ainsi que leurs décrets d'application, selon les différents contextes d'intervention (respect du droit de propriété, services à la personne, ICPE...) dans les pratiques de son activité.</p> <p>A6C2 - Maîtriser les dispositions utiles du code pénal (légitime défense, état de nécessité, non-assistance à personne en danger, conditions légales de rétention d'une personne, omission d'empêcher un crime ou un délit, usurpation de fonctions, atteinte aux systèmes de traitement automatisés, appréciation frauduleuse, fonctionnement des juridictions pénales...)</p> <p>A6C3– Maîtriser l'environnement juridique pour réaliser son activité en sécurité juridique. (Respect des libertés publiques, de la vie privée, du droit de propriété, fonctionnement des juridictions civiles, la CNIL et de la RGPD).</p> <p>A6C4 – Maîtriser les aspects législatifs et juridiques intéressant la sécurité privée (principe d'exclusivité, rapport de la sécurité privée et de la réglementation des services à la personne, rapport de la sécurité privée et de la réglementation des installations classées et des habilitations nécessaires à leur accès).</p>	<p>A6C1 à A6C3 et A6C5 et A6C6 : QCM</p> <p>A6C4 - Mise en situation Après une POEC Préparation opérationnelle à l'emploi collective conclue avec Pôle-Emploi, le (la) candidat(e) forme les nouvelles recrues (agents) sur la maîtrise de l'environnement juridique de la sécurité privée.</p> <p>A6C7 - Contrôle sur table Cas pratique : le (la) candidat(e) doit rompre avec un sous-traitant qui, selon lui, a commis de graves manquements. Il doit décrire les modalités de la rupture</p>	<p>A6CE4 - Le (la) candidat(e) maîtrise les règles d'exercice des agents pour une efficacité maximale de leurs interventions.</p> <p>A6CE6 - L'environnement juridique est détaillé et compris</p> <p>A6CE7 - Le (la) candidat(e) expose les séquences du protocole de rupture juridiquement sécurisée du contrat de sous-traitance, contenant : clauses dans le contrat, collecte des preuves, courriers, ...</p>
--	---	--	---

REFERENTIEL D'ACTIVITES, DE COMPETENCES ET D'EVALUATION

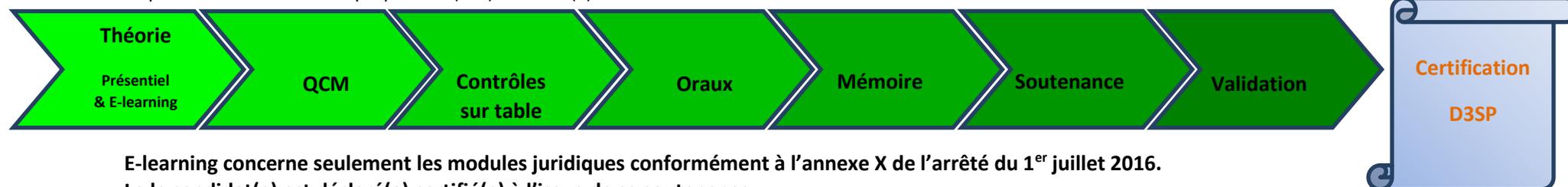
	<p>A6C5 - Intégrer le droit des contrats administratifs dans son offre commerciale.</p> <p>A6C6 – Intégrer le droit des contrats privés dans son offre commerciale.</p> <p>A6C7 – Gérer les conséquences juridiques de la rupture de contrat. (Rupture du contrat commercial : clauses de durée, résiliation anticipée, non concurrence, indemnisation, notions de menaces de rupture, et de rupture brutale)</p>		
<p>A7 Informatique <i>Maitriser les nouvelles technologies des activités de la sécurité privée au service de la stratégie de l'entreprise</i></p>	<p>A7C1 – Exploiter les systèmes informatiques et les logiciels professionnels.</p>	<p>A7C1 - Oral Sur un ordinateur équipé d'un logiciel de main courante électronique, le (la) candidat(e) doit exploiter les données des mains courantes de l'année précédente pour améliorer son fonctionnement.</p>	<p>A7CE1 - Le (la) candidat(e) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Sait utiliser un ordinateur, - Maîtrise le logiciel professionnel de son activité, - Sait prendre du recul et utiliser les données factuelles fournies par les traces numériques de l'activité pour améliorer son organisation.

REFERENTIEL D'ACTIVITES, DE COMPETENCES ET D'EVALUATION

<p>A8</p> <p>Communication</p> <p><i>Garantir l'image et la réputation de l'entreprise par le biais d'une communication efficace.</i></p>	<p>A8C1 – Gérer sa communication d'entreprise en respectant les autorisations de publicité.</p> <p>A8C2 - Communiquer en situation de crise.</p> <p>A8C3 – Evaluer et intégrer les coûts associés à la communication.</p>	<p>A8C1 et A8C3 - Business plan + soutenance : Le candidat doit présenter sa stratégie de communication, contenus et canaux en fonction des clients visés.</p> <p>A8C2 - Examen oral Proposer un plan de communication de crise pour un cas de crise tirée au sort.</p>	<p>A8CE1 - Les moyens financiers nécessaires à la communication sont identifiés et quantifiés dans le business plan. Ils sont cohérents avec les objectifs annoncés. Les limites de publicité sont clairement identifiées.</p> <p>A8CE2 - Le candidat maîtrise la communication de crise.</p> <p>A8CE3 - Business-plan : La stratégie de communication est cohérente avec les objectifs commerciaux visés : type de clientèle, moyens, contenus, canaux, notamment les canaux numériques.</p>
---	--	---	--

Schéma synthétique du parcours

Le parcours de certification proposé au (à la) candidat(e) :



E-learning concerne seulement les modules juridiques conformément à l'annexe X de l'arrêté du 1^{er} juillet 2016.

Le candidat(e) est déclaré(e) certifié(e) à l'issue de sa soutenance.